

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q/EST/1/Corr.1
IP/Q2/EST/1/Corr.1
IP/Q3/EST/1/Corr.1
IP/Q4/EST/1/Corr.1
16 octobre 2001
(01-5052)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

ESTONIE

Corrigendum

Le texte des paragraphes intitulés "Marques de fabrique ou de commerce", "Brevets" et "Schémas de configuration de circuits intégrés" dans la déclaration liminaire de l'Estonie est modifié comme suit.

Marques de fabrique ou de commerce

En Estonie, la protection des marques de fabrique ou de commerce s'acquiert par l'inscription au registre national ou au registre du Bureau international de l'OMPI à la suite d'une demande de protection juridique en Estonie, si la marque de fabrique ou de commerce est notoirement connue en République d'Estonie. L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce n'est pas subordonné à son usage. Les droits et limitations conférés aux titulaires de marque de fabrique ou de commerce sont définis par la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Le titulaire de la marque a le droit exclusif d'utiliser la marque et peut céder la marque déposée à une personne physique ou morale pour tous ou certains des produits ou services protégés.

Brevets

Selon la Loi sur les brevets, la protection est octroyée pour un dispositif, un procédé, une matière, y compris une matière biologique, ou une combinaison de ces éléments. Ne sont pas brevetables notamment les inventions contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, les méthodes de traitement du corps humain ou animal et les méthodes de diagnostic appliquées au corps humain ou animal et un certain nombre d'inventions biotechnologiques. La loi prévoit des dispositions en ce qui concerne les droits exclusifs et exceptions accordés au titulaire d'un brevet, ainsi que des certificats de protection supplémentaires pour les produits pharmaceutiques et produits chimiques pour l'agriculture. Le titulaire d'un brevet peut librement céder ou transférer ses droits ou accorder des licences sans aucune restriction, et la validité des accords de licence n'est pas subordonnée à leur enregistrement à l'Office des brevets. Une licence obligatoire ne peut être accordée que sur décision de justice, conformément aux prescriptions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. La Loi sur les brevets en Estonie reconnaît le droit de priorité découlant d'une demande de brevet antérieure déposée dans les 12 mois précédents d'un tout autre Membre de l'OMC ou toute partie à la Convention de Paris. La Loi sur les brevets a été modifiée en dernier lieu en 1998.

Schémas de configuration de circuits intégrés

La Loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés accorde une protection juridique aux schémas de configuration originaux qui n'ont pas été exploités commercialement dans quelque partie du monde que ce soit durant une période de plus de deux ans précédant le dépôt de la demande d'enregistrement du schéma de configuration au Registre national des schémas de configuration. La protection juridique est acquise par l'enregistrement au Registre national des schémas de configuration.
